



© Fotolia

DYNAMIQUES
TERRITORIALES

Villes et Territoires Intelligents





Contexte

Les politiques villes et territoires intelligents (« ou smart city ») constituent une opportunité pour toute collectivité qui souhaite améliorer la qualité de ses services, engager ou poursuivre une politique environnementale ou, encore, agir sur l'efficacité et l'efficacé de son administration. Cette orientation stratégique est en mesure de générer des économies couvrant l'investissement initial, d'appuyer les directions techniques par l'acquisition de nouveaux outils, et de faciliter la relation à l'utilisateur en proposant de nouvelles solutions

numériques. Les villes et territoires intelligents recouvrent ainsi de nombreux périmètres pouvant faire l'objet d'actions spécifiques à forte valeur ajoutée pour la collectivité, ses élus et usagers dont :

- **Des mesures environnementales :** les collectivités s'engagent vers une politique plus structurée et transversale sur la performance énergétique de leurs actifs et une meilleure gestion des flux (eau, déchets, etc.). Ces mesures permettent de revaloriser des actifs préalablement passifs (candélabres, poubelles, etc.) pour construire une politique des objets connectés au service de nouveaux usages (tournées des agents

organisées à partir des informations GPS, sécurité, réseau LoRa, mesures, etc.).

- **L'évolution des services urbains :** les collectivités engagées dans une démarche ville intelligente peuvent repenser, optimiser, développer ou créer de nouveaux services (maîtrise du parc de parking, mobilité douce, plateformes citoyennes, outils de concertation communs, tiers-lieux, domotique, etc.).
- **Une approche plus fine et reposant sur des informations délivrées en temps réel des besoins du territoire :** les collectivités se dotent de capteurs leur permettant de mener, en réduisant très sensiblement les délais de prise de décisions, une diversité de mesures qui appuient leur capacité de pilotage, le suivi d'indicateurs et l'orientation des investissements (qualité de l'air, flux piétons, etc.).
- **Une évolution des systèmes d'information :** les collectivités renforcent leur engagement pour un SI qui soit tantôt adapté à chaque métier, tantôt flexible pour suivre les orientations territoriales fixées par les élus. Cette évolution du SI amène également

des réflexions sur le pilotage des politiques numériques, l'accompagnement des publics vers l'inclusion numérique, le suivi de normes relatives au numérique responsable.

- **La maîtrise et le partage de la donnée :** les collectivités sont bousculées par les acteurs du digital qui façonnent le territoire. Elles sont également mobilisées par une réglementation croissante (RGPD, Loi Pour une République Numérique) demandant une montée en compétence sur la maîtrise des données et leur sécurisation.
- **La mutualisation des compétences pour les EPCI :** les collectivités mesurent progressivement l'intérêt, au sein d'intercollectivités ou métropoles, d'une mutualisation des compétences SI pour disposer d'un service unique, homogène et égal sur un large territoire. Certains services digitaux nouveaux gagneront par ailleurs à être mutualisés pour pouvoir se développer sur l'ensemble du territoire.



© Pixabay



Les actions présentées ci-avant peuvent être intégrées dans des démarches d'accompagnement global sur les stratégies territoriales.

S'engager dans une stratégie ville et territoire intelligent permet de doter les équipes dirigeantes (politiques et administratives) d'un socle de connaissances partagées et objectives sur les marges de manœuvre de la collectivité. Cette stratégie vise à accroître l'impact de la collectivité sur l'utilisateur tout en réduisant ses charges

financières et en optimisant les interventions des agents.

Sur la base des engagements pris lors de la campagne, une telle démarche permet de prioriser les actions à mettre en œuvre sur la première moitié du mandat en sécurisant les modalités de mise en œuvre qu'elles soient réglementaires, RH, financières ou encore organisationnelles. Il s'agit également d'une orientation concrète facilitant la sensibilisation et formation des élus à la nécessité d'une politique locale axée sur l'innovation, les mesures environnementales et la montée en compétence sur la gestion de la donnée et des objets connectés.

Une telle démarche permet de prioriser les actions à mettre en œuvre sur la première moitié du mandat.

Une ville et un territoire intelligents dans la pratique

(disposer des éléments d'aide à la décision
en moins de 3 mois avant l'été 2020)



ÉTAPE 1

« **Comment le numérique pourra aider à transformer la ville ?** » : cadrage des besoins du territoire avec les élus et les directions (définition des objectifs, construction d'une vision partagée entre le élus, identification des projets déjà engagés ou en cours, évaluation du niveau de maturité, définition du périmètre d'actions, validation du calendrier d'intervention, ...).

ÉTAPE 2

« **Quelle place et rôle pour chacun au sein d'un projet Ville ou territoire intelligent ?** » : formation et sensibilisation des élus, directions et agents à la smart city et à ses impacts sur les principaux services urbains (énergie, environnement, pilotage, gouvernance, voirie, concertation, développement économique, mobilité, etc.).

ÉTAPE 3

« **Comment créer une dynamique d'ensemble et visible auprès des acteurs du territoire ?** » : cycle de consultation et groupes de travail avec les élus, directions, agents, partenaires (voire les usagers) selon les thématiques étudiées. Rencontres avec les acteurs du territoire, concertation citoyenne et promotion des objectifs du territoire. Communication autour du projet.

ÉTAPE 4

« **Quelles ambitions dans la programmation, quelles solutions de financement, quelle conduite du changement ?** » : production des études techniques, financières, organisationnelles, juridiques et accompagnement au changement des équipes : compréhension de l'impact métier, maîtrise des outils d'aide à la décision, etc...

ÉTAPE 5

« **Comment suivre les impacts du plan d'action (y compris sur l'environnement) et déterminer les retours sur investissements ?** » : définition des indicateurs d'évaluation et des organes de gouvernance permettant de mesurer et suivre les avancées à court, moyen et long terme.

ÉTAPE 6

« **Quelle communication assurée suite à la concrétisation des projets ?** » : présentation et communication (interne et externe) de la nouvelle feuille de route avec les élus et séminaire territorial pour construire un temps fort de marketing territorial.

FAQ

Ville et Territoire Intelligents

Pourquoi faut-il s'engager dans une politique Ville et Territoire Intelligents ?

Trois composantes d'une stratégie locale peuvent être portées par des élus lors d'un nouveau mandat : la satisfaction des usagers, le renforcement de l'attractivité territoriale et le portage d'innovations, ainsi que l'impact environnemental. Les 6 premiers mois d'un mandat sont à cet égard un temps privilégié pour enclencher une nouvelle dynamique autour des élus et de leurs directions. Une telle démarche peut ainsi contribuer à donner une base de travail solide pour les 6 années à venir.

Quels sont les impacts d'une politique Ville et Territoire Intelligents sur le territoire ?

Une stratégie Ville et Territoire Intelligents accroît la valeur usager, la valeur socio-économique et la valeur environnementale de chaque service public ou solution développée. Elle permet d'insuffler dans les directions une culture de l'innovation tout en poussant les agents à construire une approche critique sur leurs outils. La performance des interfaces avec les usagers et le bien-être de chaque citoyen sont les deux pans les plus fondamentaux.

Quelles sont les difficultés rencontrées dans une politique Ville et Territoire Intelligents ?

En fonction des collectivités, un projet Ville et Territoire Intelligents peut faire face à des réticences de la part de directions, agents et élus. Le manque de maturité sur la thématique peut entraîner une appropriation lente des actions proposées et un manque de compréhension à l'égard des orientations définies. Pour nombre de collectivités, l'objet connecté, la donnée ou les outils de performance administrative restent des inconnues. Face à ces freins, un véritable travail d'échange, de pédagogie et d'accompagnement est fondamental pour construire un projet qui part du territoire, de la vision politique des élus et des actions construites avec les directions.



CONTACTS

ADGCF

Katia Paulin

katia.paulin@adgcf.fr

KPMG

Erwan Keryer

Directeur-Associé KPMG

Secteur public

ekeryer@kpmg.fr